

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: - (2024)
Heft: 4

Artikel: L'Europe "géopolitique" n'a pas encore décollé
Autor: Crieckemans, David
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1075519>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

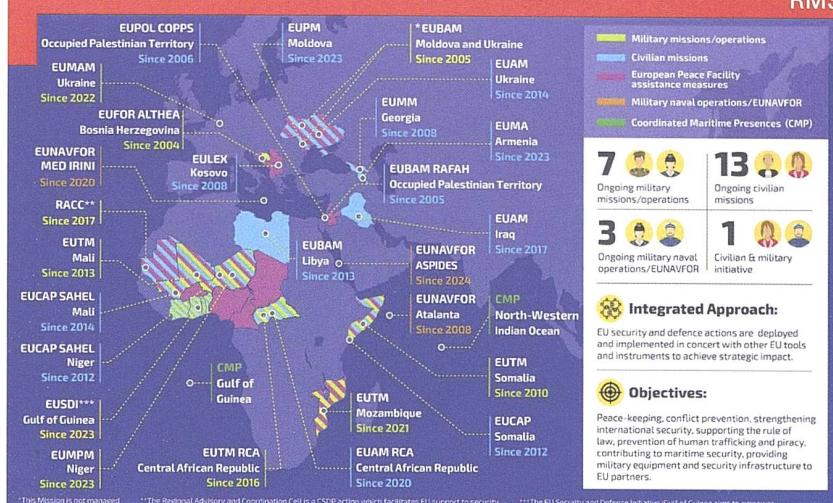
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 16.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



Les 24 opérations extérieures de l'UE en mars 2024. Source : https://www.eeas.europa.eu/sites/default/files/documents/2024/EU-mission-and-operation_2024.pdf

International

L'Europe « géopolitique » n'a pas encore décollé

David Crikemans

Professeur de géopolitique

La dernière période de politique européenne a été marquée par des chocs externes majeurs. Elle a commencé avec la crise de COVID-19 et la tâche historique de protéger les citoyens européens en période de pandémie. L'invasion des troupes russes en Ukraine, le 24 février 2022, a été l'un des principaux événements transformateurs. Dans le même temps, des doutes sont apparus quant aux intentions de la Chine (Taïwan, mer de Chine méridionale, relations avec la Russie). Dans la confrontation entre Israël et le Hamas, l'UE elle-même est devenue désespérément divisée. Au milieu de tous ces événements, la présidente de la Commission Ursula von der Leyen, et le président permanent du Conseil européen Charles Michel, ont utilisé des termes tels que l'Europe «géopolitique», l'autonomie stratégique et la nécessité d'une économie de guerre européenne. Ces concepts ne sont aujourd'hui que des phrases creuses. Ils devront être étayés au cours de la prochaine période politique.

Autonomie stratégique

Le terme «autonomie stratégique» a été initialement inventé pendant la pandémie de corona par le président français Macron dans le contexte de produits médicaux tels que les masques hygiéniques, mais son application s'est rapidement étendue à la réévaluation de l'économie «juste à temps» et aux dépendances vis-à-vis de la Chine, entre autres, sur les longues routes d'approvisionnement par voie maritime. Ces dernières années, cependant, ce concept a été appliqué à tant de cas que l'on peut se demander dans quelle mesure il peut être traduit en concept opérationnel dans le contexte européen, en particulier lorsque certaines de ses applications sentent le protectionnisme dissimulé. Néanmoins, il est effectivement

important de réexaminer certaines des dépendances matérielles, technologiques et de connaissances de l'UE. La priorité devrait être donnée à une réévaluation de la «transition énergétique», à la fois en termes de matières premières et de technologies nécessaires.

L'Union devrait donc réfléchir davantage à une opérationnalisation de l'«autonomie stratégique». La poursuite d'une stratégie de diversification active en termes de biens et d'énergie à fournir peut déjà faire avancer les choses, car tous les «œufs» européens ne devraient pas être placés géographiquement ou fonctionnellement (technologies) dans le même panier (Chine). Les pays en croissance tels que la Thaïlande, le Viêt Nam, l'Inde et l'Indonésie se distinguent à cet égard. En ce qui concerne les puces à haute performance, la situation pourrait être encore plus désastreuse.

L'économie de guerre

Au cours des 75 dernières années, les pays d'Europe (occidentale) ont bénéficié de la protection militaire des Etats-Unis grâce au traité de Washington. Plus tard, un «parapluie» nucléaire américain est apparu, bien qu'il ait été quelque peu remis en question par certains pendant la guerre froide. De facto, les dirigeants d'Europe occidentale ont cédé le *leadership* mondial à Washington après 1945. En échange, ils pouvaient dépenser un ou deux pour cent de moins de leur PIB pour la défense. C'était une bonne affaire. Pendant longtemps, la géopolitique en tant que discipline a été taboue¹ en Europe. Les nouvelles générations de dirigeants européens ont également oublié de penser à la géopolitique. Le projet d'intégration européenne s'est développé de fait comme un schéma de substitution à la politique d'expansion (impérialiste) qui a échoué. Une symbiose économique et militaire entre l'Europe occidentale et les Etats-Unis a sous-tendu la nouvelle ère. Mais le fossé technologique s'est également creusé. La solution facile pour les politiciens européens était d'investir cet argent ailleurs, «parce que les Etats-Unis seraient toujours là de toute façon». Cela a provoqué une frustration croissante chez les présidents américains depuis Bush Jr. Pour Trump, le «transactionnalisme»

A propos de l'auteur

David Crikemans enseigne la politique internationale, la politique étrangère et la géopolitique à l'université d'Anvers en Belgique, à l'University College Roosevelt à Middelburg aux Pays-Bas et à l'Institut d'études géopolitiques de Genève en Suisse. Il est également éditeur de la série de livres *Geopolitics and International Relations* chez Brill De Gruyter, voir : <https://www.brill.com/geop>.

¹ Pour en savoir plus sur le tabou créé par l'école allemande de géopolitique de Karl Haushofer dans les années 1930 et 1940, lire : Crikemans, David (2007) *Geopolitiek, 'geografisch geweten' van de buitenlandse politiek?* Apeldoorn/Maklu: Garant Publishing ; Crikemans, David (2022) *Geopolitics and International Relations. Grounding World Politics Anew*. Leiden/Boston : Brill Nijhoff.



Ci-dessus : OTAN et EU? Jens Stoltenberg, secrétaire général de l'OTAN et Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne depuis le 1^{er} décembre 2019. Auparavant, Mme von der Leyen était ministre de la Défense allemande. On les voit ici devant un *Léopard 2A4* polonais.



s'applique : dépensez des milliards en équipement militaire (américain), ou nous retirons notre aide militaire.

La guerre en Ukraine a également créé un «fossé entre volonté et capacité». Dans les années qui ont suivi l'invasion russe, la plupart des dirigeants européens ont proclamé que l'Ukraine devait «gagner», mais ils ont tardé à fournir un soutien militaire matériel. En outre, depuis les années 1990, ils en sont venus à penser que la défense devait se concentrer sur les missions de maintien de la paix et non sur la défense territoriale. La base industrielle nécessaire pour soutenir une défense propre a été négligée à une époque où la morale et le marché prévalaient. Aujourd'hui, il y a beaucoup de «volonté», mais l'Europe n'a pas les capacités nécessaires pour soutenir de tels désirs politiques.

C'est pourquoi le terme d'économie de guerre est déplacé. Il est principalement utilisé par la Commission et les décideurs politiques européens pour signifier une urgence via une «sécurisation»² et proposer des mesures d'urgence. Mais dans le cas de l'UE, il s'agit plutôt d'un retour à une situation plus «normale» où tous les pays du monde sont obligés d'investir une partie de leur PIB dans la sécurité - au sens large, y compris la «résilience sociale». Bien sûr, il y a une urgence en Ukraine en ce qui concerne les munitions, l'artillerie et le soutien aérien, mais le problème européen va plus loin.

L'Europe géopolitique

En bref, «l'Europe géopolitique» n'a pas encore commencé. Trop souvent, le terme a été utilisé par des décideurs politiques et des universitaires sans connaître la littérature géopolitique. Pour la présidente de la Commission, Mme von der Leyen, il s'agissait surtout d'un synonyme de «fuite en avant», sans stratégie raisonnée via des leviers matériels ou des soutiens. Certains choix n'étaient pas suffisamment explicites ou équilibrés (Azerbaïdjan vs Arménie, Israël vs Gaza), ou bien il n'y avait pas de consensus en interne. La généralisation de la majorité qualifiée dans la prise de décision de l'UE en matière de politique étrangère serait un pas en avant, mais sans capacités matérielles, l'Union n'a que peu d'influence. Cependant, une «Europe géopolitique» digne de ce nom est plus que jamais nécessaire.

D. C.

² La sécurisation a été développée par l'école de Copenhague de Barry Buzan, Ole Wæver, Jaap de Wilde et d'autres. Elle a vu le jour à l'Institut de recherche sur les conflits et la paix (COPRI) de Copenhague dans les années 1990. Le concept de «sécurisation» a été élaboré dans *Security : A New Framework for Analysis* (1998), qui s'appuie sur des réflexions antérieures d'Ole Wæver dans *Securitization and Desecuritization* (1995), *Concepts of Security* (1997). Le processus de «sécurisation» est intersubjectif, ce qui signifie qu'il ne s'agit pas d'une menace objective ou d'une perception subjective d'une menace. La «sécurisation» fait plutôt référence au langage alarmiste utilisé par un politicien ou un analyste dans le domaine public, et à la mesure dans laquelle ils parviennent à faire accepter le problème par le public comme nécessitant des mesures d'urgence. Des exemples peuvent être trouvés dans la lutte contre le terrorisme, le défi climatique et d'autres. Cela ne veut pas dire qu'il n'y aurait pas de menace matérielle, mais cette approche vise à fournir une perspective constructiviste critique sur le processus politique et le débat public sur de tels défis sécuritaires, y compris par le biais de l'analyse du discours.